

Informations Rapides



30 décembre 2009 - n° 337 **CONJONCTURE**
Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 3^e trimestre 2009

La dette publique s'établit à 1 457,4 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.
La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de présager celle du déficit public. Pour passer de la dette au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

La dette publique progresse de 29,4 milliards d'euros entre le 2^e et le 3^e trimestre 2009

À la fin du troisième trimestre 2009, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 457,4 Mds€, en hausse de 29,4 Mds€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe *approximativement* à 75,8 %, en hausse de 1,9 point par rapport au trimestre précédent. La progression de la dette publique nette est plus importante sur le trimestre (hausse de 57,1 Mds€, soit +3,3 points de PIB).

Sous l'effet de la hausse de l'endettement de l'État...

La contribution de l'État à la dette publique de Maastricht progresse de 23,4 Mds€ au troisième trimestre. Cet endettement supplémentaire finance le déficit budgétaire. Il finance également une prise de participation de la SPPE (Société de prise de participation de l'État) dans une banque française (3,0 Mds€).

...et de celle de la dette des administrations de sécurité sociale

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette publique augmente de 5,9 Mds€, en particulier sous l'effet d'une hausse de l'endettement de l'ACOSS (+3,9 Mds€). La contribution des administrations publiques locales augmente légèrement, de +0,5 Md€, un mouvement comparable à ceux observés lors des troisièmes trimestres des années précédentes.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2008T3	2008T4	2009T1	2009T2	2009T3
Ensemble des adm. publiques	1284,2	1314,1	1366,9	1428,0	1457,4
en point de PIB (*)	66,0 %	67,4 %	70,5 %	74,0 %	75,8 %
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	996,2	1036,2	1080,7	1135,4	1158,8
Organismes divers d'adm. centrale	94,8	96,1	109,3	109,8	109,4
Administrations publiques locales	134,3	146,7	142,9	141,1	141,6
Administrations de sécurité sociale	59,0	35,1	34,0	41,7	47,6
dont, par instrument :					
Dépôts	16,0	23,5	20,7	19,1	19,8
Titres négociables	1070,3	1104,1	1167,2	1224,2	1249,3
<i>court terme</i>	150,4	178,3	218,4	228,2	265,9
<i>long terme</i>	920,0	925,8	948,9	996,0	983,4
Crédits	197,9	186,6	179,0	184,7	188,3
<i>court terme</i>	46,3	16,5	17,1	23,3	25,9
<i>long terme</i>	151,6	170,1	161,9	161,3	162,4

Source : comptes nationaux base 2000 - Insee, DGFIP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

La dette publique nette en plus forte augmentation que la dette de Maastricht

Au troisième trimestre 2009, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 331,5 Mds€ (soit *approximativement* 69,3 % du PIB), en progression de 57,1 Mds€ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est plus importante que celle de la dette brute, en raison de la forte diminution de la trésorerie de l'État (-28,3 Mds€), qui retrouve un niveau proche de celui d'il y a un an.

La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM en hausse

Au troisième trimestre 2009, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 211,9 Mds€, en hausse de 33,0 Mds€ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique principalement par l'amélioration des marchés boursiers, mais aussi par l'apport de titres de participations de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) au Fonds stratégique d'investissement (FSI), classé en organisme divers d'administration centrale. Les apports de l'État au FSI, qui se traduisent par un transfert d'actions cotées de l'État aux organismes divers d'administration centrale, sont, quant à eux, neutres sur l'ensemble des administrations publiques.

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

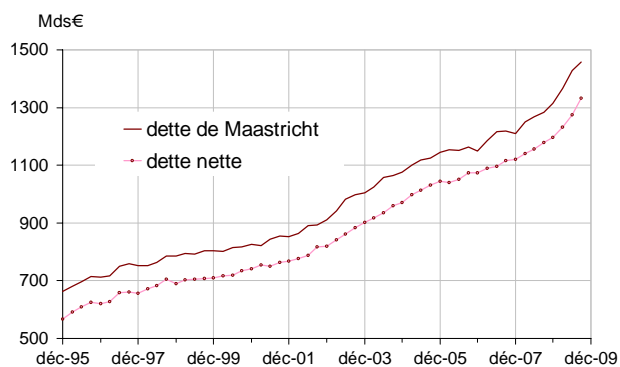
	2008T3	2008T4	2009T1	2009T2	2009T3
Ensemble des adm. publiques	1178,9	1195,8	1233,0	1274,3	1331,5
dont :					
État	960,8	995,4	1025,1	1064,8	1116,8
Org. divers d'adm. centrale	61,0	58,2	72,3	68,7	67,8
Adm. publiques locales	121,2	134,4	130,4	128,4	128,9
Adm. de sécurité sociale	35,9	7,9	5,3	12,5	18,0

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

(en Mds€)

	2008T3	2008T4	2009T1	2009T2	2009T3
Ensemble des adm. publiques	226,7	197,0	162,0	178,9	211,9
dont :					
État	125,1	109,8	81,4	91,1	102,3
Org. divers d'adm. centrale	30,5	22,6	18,6	22,4	39,4
Adm. publiques locales	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Adm. de sécurité sociale	70,2	63,8	61,2	64,7	69,4

Dettes au sens de Maastricht et dette nette



Actions cotées et titres d'OPCVM détenus par les APU



Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40&date=20090630>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 31 03 2010 à 8h45